LE QG 3E · EMC · REPUBLIQUE-CITOYENNETE

Candidat libre au diplôme national du brevet : inscription, convocation et citoyenneté

3e | Difficulté ★★☆ | ⏱ 45 min | Objectif : préparer son inscription | Tombe souvent au brevet | Éco-encre (N&B)

Prénom : ..... **Date :** .....

Compétence visée (programme cycle 4) : Valeurs et symboles de la République, laïcité, nationalité, institutions.

Coach Vince te résume l'essentiel

- La République française repose sur des valeurs communes, notamment la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité et la démocratie.
- Ses symboles, comme le drapeau tricolore, Marianne, La Marseillaise, la devise et la fête nationale, rendent ces principes visibles.
- Au brevet, l'EMC est évaluée dans l'épreuve d'histoire-géographie / EMC : tu dois surtout expliquer un principe, identifier une institution ou analyser une situation de citoyenneté.

AU BREVET, ON TE DEMANDE...

Tu dois surtout expliquer un principe de la République, identifier un symbole ou une institution, ou analyser une situation de citoyenneté en t'appuyant sur un document.

Type de question	Analyse de document et question de cours rédigée, intégrées à l'épreuve d'histoire-géographie et EMC.
Exemple type	Après avoir lu une situation où des usagers sont accueillis dans un service public, explique en quoi la neutralité de ce service applique le principe de laïcité.
Alerte piège	Réciter un mot isolé sans le définir ni l'appliquer à la situation, confondre nationalité et origine, ou attribuer au Président de la République le vote de la loi.

LA LEÇON

Les valeurs et les symboles de la République

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Cette définition figure dans l'article 1er de la Constitution de 1958. Elle indique les grands principes qui organisent la vie collective. Une République est un régime politique dans lequel le pouvoir n'appartient pas à une famille royale : les citoyens élisent leurs représentants. Elle est indivisible, car les lois nationales s'appliquent sur l'ensemble du territoire français. Elle est démocratique, car la souveraineté appartient au peuple, qui l'exerce notamment par le vote. Elle est sociale, car elle cherche à garantir la solidarité et la protection des personnes, par exemple grâce à l'école publique, à la Sécurité sociale ou aux services publics. La devise de la République, « Liberté, Égalité, Fraternité », exprime ses valeurs essentielles. La liberté permet à chacun d'agir, de s'exprimer et de penser dans le respect de la loi et des droits d'autrui. L'égalité signifie que tous les citoyens sont égaux devant la loi et disposent des mêmes droits. La fraternité invite à la solidarité, au respect et à l'aide entre les personnes. Ces principes ne sont pas seulement des mots affichés sur les bâtiments publics : ils servent à juger une situation concrète. Par exemple, refuser une personne en raison de son origine, de son sexe, de son handicap ou de sa religion est contraire au principe d'égalité. Les symboles rendent la République reconnaissable. Le drapeau tricolore bleu, blanc et rouge est le

symbole national. La Marseillaise est l'hymne national. Marianne représente la République et figure notamment dans les mairies. Le 14 juillet est la fête nationale. La devise est inscrite sur de nombreux édifices publics. Au brevet, tu dois savoir identifier ces symboles, mais aussi expliquer ce qu'ils représentent : ils rappellent l'histoire et les valeurs communes de la nation.

Les repères à connaître pour le brevet

- La devise : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Elle exprime les valeurs fondamentales de la République.
- Le drapeau tricolore : bleu, blanc, rouge ; c'est le symbole national français.
- Marianne : elle représente la République et rappelle l'attachement à la liberté.
- La Marseillaise : c'est l'hymne national français.
- Le 14 juillet : c'est la fête nationale, liée à la Révolution française et à l'unité de la nation.
- La Constitution : c'est le texte fondamental qui organise les institutions de la Ve République et garantit les grands principes républicains.
- Le suffrage universel : les citoyens français majeurs élisent leurs représentants. Le vote est un droit, mais aussi une manière de participer à la démocratie.

Les principes de la République dans des situations concrètes

Principe ou valeur	Ce qu'il signifie	Exemple de situation
Liberté	Chaque personne dispose de droits, dans le respect de la loi et des droits des autres.	Un citoyen peut exprimer son opinion sans insulter, menacer ou diffamer une autre personne.
Égalité	La loi protège toutes les personnes de la même manière et interdit les discriminations.	Une candidate ne peut pas être écartée d'un emploi parce qu'elle est une femme ou en raison de son origine.
Fraternité	Les membres de la société se doivent respect, solidarité et entraide.	Des habitants organisent une collecte pour aider des personnes en difficulté.
Laïcité	L'État et les services publics sont neutres à l'égard des religions ; la liberté de conscience est garantie.	Un agent public accueille tous les usagers sans favoriser ni défavoriser une religion.
Démocratie	Le peuple participe à l'exercice du pouvoir, notamment par l'élection de représentants.	Les citoyens majeurs choisissent leurs députés lors des élections législatives.

La laïcité ne signifie pas l'interdiction des religions

La laïcité est un principe essentiel de la République française. Elle garantit d'abord la liberté de conscience : chacun est libre de croire, de ne pas croire, de changer de religion ou de ne pas avoir de religion. Elle garantit aussi le libre exercice des cultes dans le respect de l'ordre public. En revanche, l'État, les collectivités territoriales et les services publics doivent être neutres : ils ne privilégient aucune religion et n'en combattent aucune. Cette neutralité concerne les institutions et les agents publics dans l'exercice de leurs fonctions. Elle ne signifie pas que les citoyens doivent abandonner leurs convictions personnelles. À l'école publique, les élèves doivent respecter les règles de laïcité et le bon fonctionnement du service public. La loi interdit notamment les signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. Au brevet, évite une erreur fréquente : écrire que « la laïcité interdit les religions ». Cette phrase est fausse. Une réponse juste doit citer à la fois la liberté de conscience et la neutralité de l'État ou des services publics.

Nationalité française, citoyenneté et participation démocratique

La nationalité est le lien juridique qui unit une personne à un État. Une personne de nationalité française est un ressortissant français. Elle bénéficie de droits et doit respecter les lois de la République. La nationalité française peut être acquise de différentes façons : principalement par la filiation, lorsqu'au moins un parent est français, par la naissance et la résidence en France dans certaines conditions, par déclaration ou par naturalisation. En 3e, tu n'as pas à retenir toutes les procédures juridiques dans le détail : tu dois surtout comprendre que la nationalité est un lien légal, différent des origines familiales, de la langue parlée ou de la religion. On peut être français et avoir des parents nés dans un autre pays ; on peut aussi vivre en France sans avoir la nationalité française. La citoyenneté correspond à la participation à la vie politique. À partir de 18 ans, les citoyens français peuvent notamment voter aux élections nationales, être élus et participer à un référendum. Ils ont également des devoirs : respecter la loi, contribuer par l'impôt au financement des services publics et défendre la Nation si nécessaire. Les citoyens de l'Union européenne résidant en France peuvent voter et être élus aux élections municipales et européennes, mais ils ne votent pas à l'élection présidentielle ni aux élections législatives françaises. La citoyenneté ne se limite pas au vote. Au collège, tu peux déjà participer à la vie démocratique en élisant tes délégués, en respectant les autres, en t'informant et en exprimant une opinion argumentée. La démocratie demande des citoyens actifs, capables d'écouter, de discuter et de respecter les règles communes. Attention : nationalité et citoyenneté sont proches mais ne sont pas exactement le même mot. La nationalité désigne l'appartenance juridique à un État ; la citoyenneté désigne l'exercice de droits politiques et la participation à la vie publique.

Les institutions de la Ve République et la préparation au brevet

Les institutions sont les organismes qui exercent le pouvoir public et font fonctionner l'État. La Constitution de 1958 organise la Ve République. Le Président de la République est le chef de l'État. Il est élu au suffrage universel direct pour cinq ans. Il nomme le Premier ministre, préside le Conseil des ministres, promulgue les lois et représente la France. Le Gouvernement, dirigé par le Premier ministre, conduit la politique de la Nation et met en œuvre les lois. Le Parlement vote la loi et contrôle l'action du Gouvernement. Il est composé de deux assemblées : l'Assemblée nationale, dont les députés sont élus directement par les citoyens, et le Sénat, dont les sénateurs sont élus au suffrage indirect. Une loi est généralement proposée par le Gouvernement ou par des parlementaires, discutée puis votée par les deux assemblées avant sa promulgation par le Président de la République. La justice tranche les litiges, sanctionne les infractions et protège les droits dans le cadre de la loi. Elle doit être indépendante des pouvoirs exécutif et législatif. Les collectivités territoriales, comme la commune, le département et la région, prennent aussi des décisions concernant la vie quotidienne : transports, collèges, lycées, équipements sportifs ou services locaux selon leurs compétences. Au DNB, l'EMC ne correspond pas à une épreuve séparée : elle est intégrée à l'épreuve écrite d'histoire-géographie / EMC. Il n'existe donc pas de « poids brevet 2/3 » propre à cette leçon. Pour les candidats individuels, les modalités d'évaluation sont spécifiques : ils ne sont pas évalués par le contrôle continu de leur établissement et passent les épreuves terminales prévues par la réglementation du DNB, dont l'épreuve d'histoire-géographie / EMC. Les modalités précises peuvent évoluer ; elles doivent être vérifiées chaque année sur les informations officielles du ministère ou de l'académie. Pour réussir une question d'EMC, ne récite pas seulement un mot. Définis le principe ou l'institution demandé, appuie-toi sur le document ou la situation, puis justifie ta réponse avec un vocabulaire précis. Le candidat individuel et ses démarches administratives peuvent être utiles dans la vie réelle, mais ce ne sont pas des objets centraux des questions habituelles d'EMC au brevet. Ton plan de jeu est simple : valeurs, symboles, laïcité, nationalité, institutions, puis application à une situation.

Exemples résolus

Expliquer la nationalité et la citoyenneté

Énoncé. Yanis affirme : « Une personne née à l'étranger ne peut pas être française. » Corrige cette affirmation en utilisant le vocabulaire de la nationalité.

1. Tu identifies l'erreur : la nationalité ne dépend pas uniquement du lieu de naissance.
2. Tu rappelles que la nationalité est un lien juridique entre une personne et un État.

3. Tu précises qu'elle peut être acquise notamment par filiation, par naissance et résidence dans certaines conditions, ou par naturalisation.
4. Tu rédiges une réponse claire sans confondre nationalité, origine et religion.

Résultat : Cette affirmation est fausse. La nationalité française est un lien juridique avec l'État français. Une personne née à l'étranger peut être française, par exemple si l'un de ses parents est français ou si elle a acquis la nationalité française selon les règles prévues par la loi.

Répondre à une question d'EMC à partir d'une situation

Énoncé. Dans une mairie, un agent refuse d'aider une usagère parce qu'elle n'a pas les mêmes convictions religieuses que lui. Explique quel principe républicain n'est pas respecté.

1. Tu identifies le principe demandé : la laïcité, qui impose la neutralité des services publics.
2. Tu définis ce principe en citant la liberté de conscience et la neutralité de l'État.
3. Tu relies précisément la définition à la situation : l'agent ne doit pas traiter les usagers différemment selon leurs convictions.
4. Tu peux aussi mentionner le principe d'égalité, car tous les usagers doivent être accueillis de manière égale.

Résultat : La laïcité n'est pas respectée. Elle impose la neutralité des services publics à l'égard des religions et des convictions. L'agent doit accueillir tous les usagers de la même manière, quelle que soit leur religion ou l'absence de religion.

TA SÉANCE D'ENTRAÎNEMENT

1 Les mots essentiels ★☆☆

Associe chaque terme à sa définition.

1. Candidat individuel .....
2. Code candidat .....
3. Convocation .....

2 Repérer les confusions ★☆☆

Indique si chaque affirmation est vraie ou fausse.

1. Le code candidat est un identifiant de dossier. .....
2. Une convocation peut être corrigée directement par le candidat. .....
3. La notice officielle permet de connaître les pièces demandées. .....

3 Organiser la démarche ★☆☆

Range ces actions dans un ordre logique.

1. Actions à ordonner : lire la notice officielle ; préparer les justificatifs demandés ; vérifier la confirmation d'inscription ; classer la convocation. .....

4 Choisir le bon principe ★★☆

Choisis le principe républicain qui correspond le mieux à chaque situation.

1. Dans un service public, les agents ne favorisent aucune religion. Quel principe est appliqué ?
.....
2. Les règles d'un examen s'appliquent à tous les candidats. Quel principe est illustré ?
.....
3. Des habitants organisent une collecte pour aider des personnes en difficulté. Quelle valeur est illustrée ?
.....

5 Attribuer les rôles ★★☆

Associe chaque institution à son rôle principal.

1. Le Parlement .....
2. Le Gouvernement .....
3. La justice .....

6 Réagir à une erreur ★★☆

Rédige la démarche à suivre si tu constates une erreur sur ta convocation.

Ta date de naissance ne correspond pas à celle figurant sur ton document d'identité.

7 Expliquer la laïcité ★★★

Justifie en quelques phrases pourquoi la laïcité ne signifie pas l'interdiction des religions.

Utilise les expressions « liberté de conscience » et « neutralité de l'État ».

8 Relier règle et citoyenneté ★★★

Analyse la situation et rédige une réponse justifiée.

Noé publie sur un réseau social la photo de sa convocation et son code candidat afin de montrer qu'il est inscrit. Explique pourquoi ce choix n'est pas prudent et indique une attitude responsable.

ÉVALUATION

Réponds avec des phrases précises. Quand un principe est demandé, définis-le puis applique-le à la situation.

Barème : 20 points

1. Définis l'expression « candidat individuel ». / 3

2. Explique la différence entre un code candidat et une convocation. / 3

3. Cite deux vérifications à effectuer à la réception d'une convocation. / 2

4. Définis la laïcité. / 4

5. Indique quelle institution vote la loi. / 2

6. Rédige une réponse : un candidat individuel affirme que les règles de l'examen ne le concernent pas. Explique pourquoi cette affirmation est fausse en utilisant le principe d'égalité. / 6

Les conseils de Coach Vince

Nomme le principe avant l'exemple
Au brevet, commence par définir le principe civique demandé, puis applique-le à la situation. Une réponse juste mais non justifiée reste fragile.

Distingue les institutions
Retient la formule utile : le Gouvernement conduit la politique de la Nation, le Parlement vote la loi, la justice tranche les litiges. Ne mélange pas leurs rôles.

Pour aller plus loin sur exercices-3eme.fr

- **Toutes les fiches de EMC en 3e** · /emc-3eme/
- **Le domaine « republique-citoyennete » en 3e** · /emc-3eme/republique-citoyennete/
- **Préparer le brevet (dates, épreuves, méthode)** · /brevet/